



RESUME DE LA PREMIERE SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL OUVERT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE: 14-15 MARS 2013

La première session du Groupe de travail ouvert (GTO) de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) sur les objectifs de développement durable (ODD) a eu lieu les 14 et 15 mars 2013 au siège de l'ONU à New York. Le GTO y a élu, comme coprésidents, Csaba Korosi, représentant permanent de la Hongrie, et Macharia Kamau, représentant permanent du Kenya, qui avait servi de co-facilitateurs des consultations tenues sur les préparatifs de la première session du GTO.

La réunion a rassemblé les membres des GTO, d'autres États membres, des observateurs et des représentants du système des Nations Unies et des grands groupes. Un débat général, mené sous forme de déclarations, a eu lieu jeudi matin et toute la journée vendredi, et une discussion interactive sur la « Conceptualisation des ODD » a eu lieu le jeudi après-midi. La discussion interactive a été l'occasion d'échanges de vues entre les délégués et un groupe de représentants de divers secteurs.

Les délégués semblaient être soulagés de voir que le GTO a enfin tenu sa première réunion officielle, après des mois de débats sur la composition du groupe et sur les modalités et l'organisation de sa première réunion, certains d'entre eux déclarant, toutefois, être un peu déçus de voir que la discussion des questions de fond n'ait pas commencé plus tôt. Bien que la majeure partie du temps de la réunion ait été consacrée à des déclarations dans lesquelles les délégués ont fait part de leur position concernant le processus du GTO et des priorités ODD, certains participants se sont dit heureux d'avoir eu, jeudi après-midi, une véritable discussion « interactive » sur les questions de fond et sur les défis que le groupe aura à relever au cours des mois à venir. Dans ses réflexions sur les déclarations, l'un des participants a fait observer que le nombre important d'intervenants figurant sur la liste indique l'importance accordée à la question des ODD au niveau international.

Durant la réunion, les participants ont procédé à un premier échange de vues à la fois sur le processus et sur le contenu du cadre des ODD. Alors que la plupart des déclarations ont porté sur les considérations générales concernant le cadre des

ODD et le travail du GTO, certains ont décrit des priorités pour les thèmes à intégrer dans les objectifs. Selon un résumé oral présenté par le co-président Korosi, les principaux domaines qui ont été soulignés sont les suivants: l'éradication de la pauvreté et de la faim; la création d'emplois et les emplois décents; les modes de consommation et de production durables (MCPD); l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; l'accès à, et la bonne gestion de, l'essentiel du bien-être humain, tel que l'alimentation, l'eau, la santé et l'énergie; et les moyens de mise en œuvre.

De nombreux délégués ont, en outre, exposé leurs points de vue sur l'intégration des ODD dans le programme de développement de l'après-2015. Beaucoup ont également appelé à rester concentrés sur la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Un certain nombre de participants ont souligné la complémentarité entre les OMD et les ODD et le potentiel de convergence, mais, d'autres ont dit que les deux approches devaient être distinctes l'une de l'autre. Au total, 57 États membres de l'ONU, trois observateurs et trois représentants de la société civile ont présenté des déclarations.

DANS CE NUMÉRO

Bref historique du GTO	2
Compte-rendu de la réunion	3
Election du bureau, adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation	3
Suivi des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable concernant une proposition d'ODD	4
Le débat général	4
Débat interactif sur « la conceptualisation des ODD » ..	8
Séance de clôture	10
Réunions à venir	10
Glossaire	11



Huit représentants du système des Nations Unies n'ont pas eu l'occasion de prendre la parole et ont été invités à fournir leurs déclarations en ligne.

Clôturant la réunion, Kőrösi a déclaré que les coprésidents consulteront les délégués pour la fixation des dates des prochaines réunions et fourniront un plan de travail pour nombre de réunions à venir, assurant un préavis plus long pour les sessions futures.

BREF HISTORIQUE DU GTO

A la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 2012, les Etats membres ont convenu du lancement d'un processus visant à élaborer un ensemble d'objectifs de développement durable (ODD) et ont appelé à l'établissement d'un Groupe de travail ouvert (GTO) comprenant 30 représentants des cinq groupes régionaux de l'ONU, désignés par les Etats membres des Nations Unies, pour travailler sur une proposition d'ODD à soumettre à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), à sa 68^e session, pour examen et suite à donner.

Rio+20: La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, également connu sous le nom de Rio+20, a marqué le 20^e anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui a eu lieu à Rio de Janeiro, au Brésil, du 3 au 14 juin 1992. La CNUDD était chargée d'assurer un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable, d'évaluer les lacunes et les progrès dans la mise en œuvre des engagements convenus antécédemment, et traiter les défis nouveaux et émergents.

La troisième et dernière réunion du Comité préparatoire de la CNUDD, des consultations informelles pré-conférence, modérées par le pays hôte, et la Commission du développement durable se sont tenues l'une à la suite de l'autre, à Rio de Janeiro, Brésil, du 13 au 22 juin 2012. Au cours de leurs dix jours à Rio, les délégations gouvernementales ont parachevé les négociations autour du document final de la Conférence, intitulé: '*L'avenir que nous voulons*'. *L'avenir que nous voulons* appelle l'Assemblée générale de l'ONU à prendre des décisions concernant, entre autres: la désignation d'un organisme chargé de rendre opérationnel le cadre décennal de programmation (10YFP) de modes de consommation et la production durables (MCPD); de déterminer les modalités de la troisième Conférence internationale sur les petits Etats insulaires en développement, prévue en 2014; déterminer le format et les aspects organisationnels d'un forum politique de haut niveau (HLPF) qui doit remplacer la Commission du développement durable; renforcer le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), à travers l'établissement d'un processus intergouvernemental relevant de l'AGNU pour l'élaboration d'un rapport proposant des options concernant une stratégie efficace pour le financement du développement durable; et de formuler un ensemble de recommandations du Secrétaire général pour un mécanisme de facilitation qui favorise l'élaboration, le transfert et la diffusion de technologies propres et respectueuses de l'environnement.

L'avenir que nous voulons appelle aussi à l'établissement d'un processus intergouvernemental sur les ODD, qui soit inclusif, transparent et ouvert à toutes les parties prenantes, en vue d'élaborer des ODD de dimension mondiale, qui seront adoptés par l'Assemblée générale. Il précise qu'un GTO comprenant 30 représentants doit être désigné par les Etats membres au plus tard à l'ouverture de la 67^{ème} session de l'AGNU, et que ces représentants soient issus des cinq groupes régionaux de l'ONU, aux fins de s'assurer d'une représentation géographique équilibrée, juste, équitable. Le document souligne que le GTO décidera de sa méthode de travail, y compris l'élaboration de modalités garantissant la pleine participation des parties prenantes et l'expertise de la société civile, de la communauté scientifique et du système des Nations Unies, et qu'il soumettra, à la 68^{ème} session de l'AGNU, un rapport contenant une proposition d'ODD pour examen et suite à donner. Le document final décrit, notamment:

- l'importance de rester fermement attaché à une concrétisation complète et rapide des OMD et de respecter tous les principes de Rio, en tenant compte des différentes situations, capacités et priorités nationales;
- le fait que les ODD doivent être axés sur l'action, être concis et faciles à communiquer, être en nombre limité, inspirants, avoir un caractère global et être universellement applicable, et concentrés sur les domaines prioritaires pour la réalisation du développement durable;
- la nécessité de s'assurer de la coordination et de la cohérence avec les processus qui envisagent le programme de développement de l'après-2015, et d'obtenir la première contribution au travail du GTO de la part du Secrétaire général, en consultation avec les gouvernements nationaux;
- la nécessité d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs, de manière assortie d'objectifs et d'indicateurs, tout en tenant compte des différentes situations nationales, des capacités et des niveaux de développement; et
- l'importance de données mondiales intégrées et scientifiquement fondées sur le développement durable ainsi que du soutien des commissions économiques régionales dans la collecte et la compilation des contributions nationales pour éclairer cet effort mondial.

L'AGNU a approuvé *L'avenir que nous voulons* dans sa résolution 66/288.

REUNION SPECIALE DE L'ASSEMBLEE GENERALE SUR LA « CONCEPTUALISATION D'UN ENSEMBLE D'OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT DURABLE »: Le 16 octobre 2012, la Deuxième Commission de l'AGNU a tenu, au Siège de l'ONU à New York, une réunion spéciale sur la « Conceptualisation d'un ensemble d'objectifs de développement durable ». L'événement a été, pour les participants, une première occasion de discuter de la façon dont les ODD pouvaient compléter les OMD, et des éléments éventuels des caractéristiques et architecture des ODD.

CONTRIBUTION INITIALE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES ODD: Le 17 décembre 2012, le Secrétaire général a émis sa première contribution au Groupe de travail sur les ODD (A/67/634). Le rapport propose une synthèse des commentaires reçus à partir d'un questionnaire envoyé aux États membres en septembre

2012. Il contient les points de vue des Etats membres sur: les domaines prioritaires des ODD; l'équilibre entre les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable; l'utilisation clé des ODD au niveau des pays; la détermination de cibles nationales pour des objectifs mondiaux et universellement applicables; l'intégration des cibles et objectifs disponibles; la garantie d'une cohérence avec le programme de développement de l'après-2015; l'évaluation des progrès accomplis; l'engagement de toutes les parties prenantes; les principes régissant les ODD; et un nouveau partenariat mondial pour le développement.

RESOLUTION 67/203 DE L'AGNU: Le 21 décembre 2013, l'AGNU a adopté la résolution 67/203 qui appelle le GTO sur les ODD à présenter un rapport à l'Assemblée générale, au cours de la première partie de sa 68^e session, et de préférence, avant la première réunion du FPHN. Elle appelle également le GTO à présenter de manière régulière un rapport sur les progrès réalisés, en tenant compte de la tenue du premier FPHN et de la réunion spéciale sur le suivi des efforts déployés pour la réalisation des OMD.

DÉCISION DE L'AGNU CONCERNANT LE GTO SUR LES ODD (67/555): Le 22 janvier 2013, l'AGNU a adopté une décision établissant la composition du GTO, telle qu'allouée aux cinq groupes régionaux de l'ONU. Selon l'annexe attachée à la décision, six sièges sont occupés, chacun par un seul pays, qui sont, en l'occurrence: le Bénin, le Congo, le Ghana, la Hongrie, le Kenya et la Tanzanie. Neuf sièges sont occupés par des paires de pays, comme suit: les Bahamas/la Barbade, le Bélarus/la Serbie, le Brésil/le Nicaragua, la Bulgarie/la Croatie, la Colombie/le Guatemala, le Mexique/le Pérou, le Monténégro/la Slovénie, la Pologne/la Roumanie et, la Zambie/le Zimbabwe. Quatorze sièges sont occupés par des trios de pays, comme suit: l'Argentine/la Bolivie/l'Equateur; l'Australie/les Pays-Bas/le Royaume-Uni; le Bangladesh/la République de Corée/l'Arabie Saoudite; le Bhoutan/la Thaïlande/le Vietnam; le Canada/Israël/les Etats-Unis; le Danemark/l'Irlande/la Norvège; la France/l'Allemagne/la Suisse; l'Italie/l'Espagne/la Turquie; la Chine/l'Indonésie/le Kazakhstan; Chypre/Singapour/les Emirats Arabes Unis; la Guyane/Haïti/Trinité-et-Tobago; l'Inde/le Pakistan/le Sri Lanka; l'Iran/le Japon/le Népal; et Nauru/Palau/la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Un siège est partagé par quatre pays: l'Algérie/l'Egypte/le Maroc/la Tunisie.

CONSULTATIONS INFORMELLES DANS LE CADRE DES PRÉPARATIFS DE LA PREMIÈRE SESSION DU GTO: Des consultations informelles ont été menées du 6 au 12 mars 2013 sur le programme de travail, les arrangements éventuels et les méthodes de travail provisoires de la première session du GTO.

COMPTE RENDU DE LA REUNION

La première session du GTO s'est réunie jeudi matin, 14 mars 2013, dans la salle de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York. Ouvrant la séance, le président de l'AGNU, Vuk Jeremic a souhaité la bienvenue aux délégués et a remercié Csaba Korosi, représentant permanent de la Hongrie, et Macharia Kamau, représentant permanent du Kenya, co-facilitateurs des préparatifs de la première session du GTO, pour leur leadership et

leur travail acharné. Il a également remercié Maria Luiza Ribeiro Viotti, représentante permanente du Brésil et facilitatrice de la mise en place du GTO, pour ses efforts qui ont contribué à « nous amener au point où nous sommes ». Il a indiqué que le processus « de formulation des ODD sera sans aucun doute complexe et qu'il nécessitera de grandes compétences diplomatiques. « En conformité avec le document final de Rio issue +20, *L'Avenir que nous voulons*, Jeremic a rappelé que le GTO aura à présenter une proposition de liste d'ODD à la 68^{ème} session de l'AGNU.

Il a ajouté que les ODD doivent être formulés d'une manière qui intègre les trois dimensions du développement durable en un « ensemble unique et tout à fait cohérent » et que la réalisation des OMD doit en être le point de départ. Il a souligné l'importance de l'éradication de l'extrême pauvreté au cours de la prochaine décennie ou à peu près, et de s'assurer de la sécurité alimentaire, de pratiques agricoles durables et de la réduction des inégalités, et a souligné que le traitement de la question de durabilité de l'environnement doit devenir un intérêt national commun à tous les Etats membres. Il a parlé aussi de la nécessité de l'intégration et de la mobilisation de ressources importantes pour le processus des ODD. Il a mentionné une série de débats et de réunions thématiques qui seront organisés par l'Assemblée générale dans les prochains mois sur le développement durable. Il a également mis en exergue la réunion spéciale sur le suivi des efforts déployés pour atteindre les OMD, qui se tiendra le 25 septembre 2013, et qui sera, pour les dirigeants, la dernière occasion offerte pour la détermination des mesures nécessaires à la conduite à bon port du processus des OMD et à fournir des orientations sur les priorités. Il a précisé que le résultat de cette réunion sera considéré par le Groupe de haut niveau sur le programme de développement post-2015 (GHN) et qu'il alimentera les discussions du GTO sur les ODD, du FPHN, du Conseil économique et social (ECOSOC) et du Comité intergouvernemental d'experts sur une stratégie de financement du développement durable.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a souligné le caractère urgent du besoin de relever le défi du développement durable, et a appelé à la poursuite des objectifs économiques, sociaux et environnementaux d'une manière équilibrée et intégrée. Il a précisé que les OMD et les ODD sont des concepts qui se soutiennent mutuellement, et que les ODD devraient accélérer et poursuivre le travail entamé avec les OMD. Il a appelé: à la prise en compte de l'éradication de la pauvreté, de la promotion de la santé, de l'éducation et du développement économique et social; à une intégration plus poussée de la durabilité environnementale, à l'état de droit, au respect des droits de l'homme, à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, au renforcement de la gouvernance des institutions et à l'arrêt de la violence; et à la satisfaction des besoins particuliers des pays les moins avancés (PMA) et au traitement des défis posés aux pays sortant de conflits. Soulignant la nécessité d'un soutien universel du processus de détermination des ODD, il a signalé que le Groupe des Nations Unies chargé de leur élaboration est en train de faciliter des consultations sur le programme de développement de l'après-2015, dans 83 pays, et de mener des consultations thématiques sur les 11 thèmes. Il a appelé le GTO à s'appuyer sur les recommandations du

rapport du GHN, qui sera livré fin mai 2013, et à coordonner l'élaboration des ODD avec celle du programme de développement de l'après-2015.

ELECTION DU BUREAU, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET AUTRES QUESTIONS D'ORGANISATION

Le président de l'AGNU, Jeremic, a fait état d'un accord général sur le fait que les co-moderateurs, Korosi et Kamau, devraient siéger en tant que coprésidents du GTO. Les co-présidents ont été élus par acclamation.

Remerciant les délégués pour cette élection, le co-président Kamau a déclaré que les deux prochaines années constitueront une occasion historique pour déterminer un nouveau programme de développement. Il a souligné la nécessité de relever les défis sociaux, ainsi que ceux que posent le changement climatique et les catastrophes naturelles. Il a rappelé la mission du GTO consistant à élaborer la proposition d'un ensemble limité d'ODD axés sur l'action concrète, qui doivent être concis, faciles à communiquer, ambitieux, de dimension mondiale et universellement applicables, et a appelé à des délibérations ouvertes et transparentes. Il a souligné que le travail du GTO devra être cohérent avec le processus du programme de développement post-2015, et qu'une interaction régulière avec le GHN devra être assurée.

Il a invité le GTO à porter son attention sur le point 2 du projet de programme de travail de la session concernant l'adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation. Les délégués ont adopté l'ordre du jour provisoire du GTO (A/AC.280/2013/1) et le programme de travail de la première session, sans objection. Le co-président Kamau a également invité le GTO à examiner le document des méthodes de travail, comme proposé au point 2. Le délégué du Mexique a déclaré que son pays était préoccupé par le paragraphe 7 du document, qui appelle à l'adoption des rapport et recommandations du GTO par consensus. Il a demandé au co-président de prendre note, pour mémoire, du fait que le Mexique n'entend pas reconnaître le droit de veto au sein du GTO, et que le consensus est un principe et un objectif et qu'il ne signifie pas l'unanimité. Le co-président Kamau a répondu qu'il prendrait note de cette déclaration et a précisé que le document des méthodes de travail était adopté. Vendredi, au cours de la discussion générale, le Pérou a exprimé son soutien à l'intervention du Mexique.

SUIVI DES RÉSULTATS DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE CONCERNANT UNE PROPOSITION D'ODD

Nikhil Seth, directeur, division du développement durable du département des affaires économiques et sociales (DAES), a présenté le rapport du Secrétaire général intitulé « Premières contributions du Secrétaire général au Groupe de travail sur les objectifs de développement durable » (A/67/634), compilé à travers des consultations avec les Etats membres. Présentant un résumé de certaines conclusions des discussions, il a signalé que de nombreux Etats estiment que nombre de priorités du processus des OMD devraient continuer à figurer en bonne place dans le programme de développement de l'après-2015, tout en intégrant de nouvelles priorités telles que: l'énergie, l'économie et l'environnement, l'emploi, les inégalités entre les sexes et les MCPD. Il a indiqué que les contributions du

rapport stipulent que les ODD pourraient « guider la coopération internationale dans le domaine du développement durable », mais qu'ils devraient contenir des objectifs et des indicateurs justes, qui soient faciles à mesurer et à expliquer. Affirmant que la mise en œuvre des ODD sera complexe, Seth a précisé que les ODD auront besoin d'être opérés dans un partenariat mondial pour donner lieu à de véritables changements structurels pour le développement durable.

Suite à cette présentation, le co-président Kamau a invité les délégués à prendre la parole pour un débat général.

LE DEBAT GENERAL

Le débat général a eu lieu jeudi matin et toute la journée, vendredi. Ce qui suit résume les principaux éléments de ce débat.

Commençant le débat général, la France a parlé du « double défi » consistant en l'adoption de la durabilité en dépit de contraintes d'ordre planétaire, tout en visant l'éradication de la pauvreté dans le monde. Le délégué a reconnu que ces deux défis sont interdépendants et qu'ils doivent être résolus ensemble, car le réchauffement climatique est la principale menace posée au développement. Soulignant le fait que le GTO devrait être un outil important et qu'il ne doit pas perdre de temps, il a suggéré qu'il passe immédiatement aux discussions de fond et se concentre sur les opportunités partagées.

Le Kenya a plaidé pour un processus ouvert, transparent, inclusif et intergouvernemental, qui adhère aux principes de consensus. Rappelant que les Etats africains ne sont pas en voie d'atteindre les OMD et l'effet disproportionné que les crises économiques et environnementales exercent sur les pauvres, la représentante a insisté pour que les engagements pris en faveur des pays en développement soient honorés.

Fidji, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a déclaré que les ODD devraient être les moteurs de la mise en œuvre et de l'intégration du développement durable. Soulignant l'importance du renforcement et de la complémentation des OMD, le délégué a parlé d'un manque d'application de l'OMD 8 qui appelle à la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement. Il a insisté sur le besoin de s'assurer que les ODD n'imposent aucune restriction supplémentaire et ne fasse peser aucune nouvelle charge sur les pays en développement, mais qu'ils augmentent le pouvoir de leur voix et de leur vote. Il a également évoqué l'élaboration d'objectifs et d'indicateurs efficaces pour les ODD, en s'assurant que chaque objectif dispose de moyens de mise en œuvre.

L'Union européenne (UE), au nom des 27 Etats membres de l'UE et d'autres pays, y compris, entre autres, la Croatie, l'Islande, l'Ukraine et la Géorgie, a souligné que les ODD doivent être cohérents et intégrés au programme de développement de l'après-2015; ne pas dévier les efforts visant à atteindre les OMD; traiter et intégrer les trois dimensions du développement durable, de manière globale et cohérente; avoir un caractère mondial et être applicables à tous les pays; être faciles à communiquer; et être liés à des objectifs concrets. Il a ajouté que la formulation des ODD doit être cohérente avec les objectifs disponibles et les cibles convenues.

Le Bénin, au nom des PMA, a demandé au GTO, entre autres: de rendre pleinement compte des intérêts et préoccupations des pays les moins avancés, dans le document final du GTO; d'être

guidé par le règlement intérieur et autres règles de l'AGNU, sauf décision contraire du GTO; de prendre les décisions par consensus; et de consacrer une séance plénière à l'examen des défis particuliers et à la vulnérabilité des PMA. Il a également appelé à l'octroi d'une grande priorité à l'aide internationale et à l'examen d'objectifs particuliers pour les PMA.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom de Nauru, de Palau et des Etats insulaires en développement (PEID) du Pacifique, a souligné la nécessité d'établir un plan de travail clair pour guider le processus de détermination des objectifs, ainsi que le besoin de rester concentré sur la mise en œuvre et sur les enseignements tirés des OMD. Il a appelé à l'intégration des océans comme partie intégrante des objectifs du programme de développement post-2015 et a souligné l'importance de la lutte contre le changement climatique et de l'énergie.

Le Tchad, au nom du Groupe africain, a souligné l'importance de la concrétisation des OMD et des engagements pris par la communauté internationale pour y parvenir. Le délégué a indiqué que les ODD ne devraient pas détourner l'attention des efforts consentis pour la réalisation des OMD, et qu'ils doivent pas mettre plus de pression sur les capacités des pays africains en apparaissant indépendants ou distincts.

La Guyane, au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a déclaré que les OMD doivent être traités de sorte « qu'aucun pays ne soit laissé pour compte » en 2015. Le délégué a déclaré que les PEID fourniront une perspective particulière pour les ODD, mais que ces objectifs devraient permettre des méthodes de réalisation souples et contenir un cadre solide pour la mise en œuvre.

L'Iran a présenté des déclarations sur les modalités du GTO, et a souligné qu'il devrait s'efforcer de dégager des positions unifiées des 30 pays membres « sur chaque sujet ». Le délégué a également exprimé sa préférence pour un programme de développement concret, comportant des objectifs généraux déterminant des cibles intégrées pour les trois dimensions du développement durable.

L'Irlande, parlant également au nom de la Norvège et du Danemark, a souligné que les objectifs d'éradication de la pauvreté et de protection de la planète sont intrinsèquement liés, et que les lacunes de la mise en œuvre dans ces domaines et dans d'autres, doivent être traitées. La représentante a mis l'accent sur l'éradication de la pauvreté, sur les modes de consommation et de production durables et sur la protection des ressources du développement social.

La représentante des Pays-Bas, parlant également au nom de l'Australie et le Royaume-Uni, a fait part de leur engagement à écouter les autres, pour la création d'objectifs universels dans le cadre d'un processus unique, intégré et cohérent. Elle a indiqué que l'accent devrait être placé sur l'éradication de la pauvreté et que cela pouvait être atteint grâce au développement durable, vu que crises environnementales menacent d'élargir la pauvreté.

Le Brésil, parlant aussi au nom du Nicaragua, a déclaré que les ODD doivent avoir un caractère universel et reconnaître les « asymétries qui existent au sein et entre les pays ». Le délégué a parlé de la réussite de la réalisation des OMD, précisant toutefois qu'il existe des différences entre les objectifs de lutte contre la pauvreté et ceux de la réalisation du développement durable. Soulignant que les fonds limités accordés aux OMD ne doivent

pas être « amincis » par les ODD, il a encouragé tout un chacun à garder l'esprit ouvert sur les voies et moyens d'atteindre cet objectif à deux volets.

L'Inde, parlant également au nom du Pakistan et du Sri Lanka, a déclaré que les objectifs universels n'auront de sens que si la « différenciation y est intégrée de manière appropriée ». Le délégué a suggéré que les pays en développement ont des « points d'action » pour chaque objectif, et a souligné la priorité absolue de la lutte contre la pauvreté et la centralité des moyens de mise en œuvre.

La Chine, parlant également au nom de l'Indonésie et du Kazakhstan, a souligné la nécessité pour les ODD: d'être guidés par les principes de Rio, notamment le principe des responsabilités communes mais différenciées; d'être basés sur les OMD; de tenir compte des priorités déterminées dans Action 21 et dans le document final de Rio + 20; et d'être axés sur les thèmes du développement durable. Le délégué a également demandé que le processus du GTO soit inclusif et transparent, et tienne compte des points de vue de tous ses membres. Il a ajouté que le rapport du GTO doit servir uniquement de référence pour l'adoption des ODD.

L'Espagne, parlant également au nom de l'Italie et de la Turquie, a appelé à un seul ensemble d'objectifs pour le programme de développement de l'après-2015. Le délégué a souligné que l'éradication de la pauvreté doit rester au centre des préoccupations et que les droits de l'homme, l'Etat de droit et la durabilité doivent faire partie des principes de base. Il a souligné la nécessité de prendre en considération les situations particulières des PMA, des Etats fragiles et des pays à revenu intermédiaire, précisant qu'aucun pays ne devrait être laissé pour compte. Il a également souligné l'importance de l'emploi, de l'insertion sociale, de la protection des droits de l'homme, de l'assainissement de l'eau, de la protection de l'environnement et des ressources naturelles et du changement des modes de consommation et de production.

Le Monténégro, parlant également au nom de la Slovaquie, a déclaré que les ODD doivent être souples pour tenir compte des différences entre les pays, et que les objectifs doivent être cohérents, porter sur les trois dimensions du développement durable de façon équilibrée et être intégrés dans le programme de développement post-2015. Le délégué a également parlé de la difficulté de la tâche consistant à créer des objectifs et des cibles et des indicateurs concrets pour les objectifs.

La Serbie, intervenant aussi au nom du Bélarus, a déclaré que le GTO devrait fixer des délais, et déterminer un plan de travail pour le reste du processus, et que les ODD doivent prendre en compte les capacités et les particularités nationales. Le délégué a identifié les questions qui seront examinées par le GTO, dont, entre autres: la sécurité alimentaire et la nutrition, la protection sociale, le chômage des jeunes, l'éducation au service du développement durable, les villes durables, la coopération dans le domaine de l'eau, la gestion durable des forêts et l'utilisation efficace des ressources.

Les République démocratique populaire du Laos, parlant au nom des pays en développement sans littoral (PDSL), a déclaré que les besoins et les défis particuliers des PDSL doivent être reflétés dans les documents issus des processus pertinents, et a souligné la nécessité d'un niveau suffisant de soutien et de partenariat.

L'Argentine, parlant également au nom de l'Équateur et de la Bolivie, a souligné, entre autres, la nécessité: de répondre aux alternatives de développement fondées sur la reconnaissance de l'être humain et de la nature; de procéder à une réforme de l'architecture financière; d'adapter les objectifs aux contextes particuliers des pays; de continuer à travailler sur le programme des OMD, tout en élaborant des ODD, et de procéder à la légitimation de la gouvernance et à la promotion de la pleine participation, notamment, des groupes vulnérables, des agriculteurs locaux et des personnes âgées.

Le Bhoutan, parlant aussi au nom de la Thaïlande et du Vietnam, a souligné la nécessité de la transparence, du consensus et de l'inclusion dans l'adoption du rapport du GTO, et d'une indication claire sur les prochaines réunions officielles et officieuses du GTO. Il a également appelé à bâtir sur les OMD, en tenant compte de leurs lacunes, défis et réussites, et à l'octroi d'une haute priorité à l'éradication de la pauvreté.

Chypre, parlant également au nom de Singapour et des Emirats arabes unis, a déclaré que les travaux du Groupe doivent être guidés par les paragraphes 246 et 247 de *L'avenir que nous voulons*, être compatibles avec les processus d'élaboration du programme de développement post-2015, et puiser dans diverses sources et propositions pour formuler des recommandations robustes à l'intention de l'AGNU.

La Colombie, au nom du Guatemala, a parlé de l'existence d'un accord tacite: que les OMD feront partie intégrante du nouveau programme; que les objectifs sont communs aux pays industrialisés et aux pays en développement; et que le nouveau programme doit être universel; que le placement d'un accent sur les MCPD, est fondamental; que l'équité, notamment entre les générations, est nécessaire pour la garantie d'une vie décente. La représentante a appelé à un seul ensemble d'objectifs, soulignant qu'une éradication irréversible de la pauvreté exigera des changements structurels. Au sujet de l'architecture, la Colombie a proposé un « tableau de bord » des objectifs convenus au niveau mondial, à compléter par des objectifs propres et indicateurs aux pays, dans le cadre d'un système qui serait à la fois « de bas en haut et de haut en bas ». Au sujet du processus, elle a appelé à des dates butoirs et des échéanciers pour les réunions futures du GTO, à une plus grande interaction entre les participants, et à plus de deux jours pour chaque réunion.

Le Ghana a déclaré que les OMD pourraient constituer une plate-forme aux objectifs sociaux des ODD, et que des moyens spécifiques de mise en œuvre devraient accompagner chaque objectif. Le délégué a suggéré de charger le groupe interinstitutionnel des Nations Unies de compiler les objectifs internationaux pertinents et les lacunes constatées au niveau de leur mise en œuvre.

La Tanzanie a plaidé pour le maintien des OMD au centre des discussions et former la base des ODD qui sont « la deuxième série d'OMD ». Le délégué a parlé du besoin de ressources pour l'achèvement de la réalisation des OMD et d'une concentration sur la transition vers les ODD.

Le délégué des Etats-Unis, parlant également au nom du Canada et d'Israël, a souligné l'importance: de la prise en considération de la lutte contre la pauvreté et de la croissance inclusive; de la prise en compte des OMD; de la prise en considération des divers points de vue, y compris du la

communauté universitaire, de la société civile et du secteur privé; et de l'apprentissage de la communauté scientifique et de la recherche.

Le Zimbabwe, parlant également au nom de la Zambie, a souligné la nécessité de ne pas détourner l'attention ou les efforts de la réalisation des OMD et a mis en relief les priorités, dont, entre autres, la réduction de la pauvreté, la lutte contre les effets du changement climatique, l'eau et l'assainissement, les MCPD, les forêts et la désertification. Il a ajouté que le processus des ODD devrait être guidé par les principes internationalement reconnus et que des moyens adéquats de mise en œuvre devraient être assurés.

Le Pérou, intervenant aussi au nom du Mexique, a déclaré que les OMD doivent être considérés comme la base du processus d'élaboration des ODD et qu'une convergence doit être assurée entre les OMD, les ODD et le processus de développement post-2015. Il a souligné l'importance, entre autres, des droits humains, de l'équité, de la durabilité et de l'égalité des sexes en tant que thèmes transversaux; le besoin d'un programme inclusif; l'emploi des jeunes et l'emploi décent; des objectifs adaptés au contexte national; et des indicateurs concrets.

La Bulgarie, parlant également au nom de la Croatie, a souligné l'importance: de l'élaboration de nouveaux critères adaptés aux niveaux national, international et local; d'objectifs applicables à tous les pays, tout en respectant les politiques nationales; et la prise de mesures par tous les pays.

La Barbade, parlant également au nom des Bahamas, a mis l'accent sur: la nécessité d'aller au-delà du produit intérieur brut (PIB) pour mesurer le développement durable; l'emploi, l'employabilité et l'entrepreneuriat; et le milieu marin.

Le Japon a demandé au Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, en 2014, un nouveau rapport sur la façon d'intégrer les ODD dans le programme de développement post-2015, et a appelé: à des objectifs clairs, concis, mesurables et répondant aux besoins de la population; à la sécurité humaine; à l'intégration de la durabilité dans le développement; et à des partenariats.

L'Allemagne a souligné: que les nouveaux objectifs seront universels; qu'ils doivent prendre en compte les liens entre l'eau, l'énergie et l'alimentation; et que les processus des ODD et post-OMD doivent converger le plus tôt possible.

Les Agriculteurs, les ONG, et les Enfants et les Jeunes ont proposé de créer un groupe multipartite consultatif pour travailler avec le GTO, aux fins de veiller à ce que ses résultats soient « inclusifs, empathiques et durables ». Le délégué a souligné l'importance de l'accès, en temps opportun, à l'information, y compris les documents en cours de négociation. Il a appelé, en outre, à une fusion des programmes de l'après-Rio et de l'après-2015 en un seul ensemble d'objectifs de développement, à l'organisation d'une réunion de coordination entre le GHN et le GTO et à l'intégration du rapport du GHN dans le processus du GTO.

La République de Corée a déclaré: que le GTO doit être éclairé par les diverses parties prenantes et être axé sur la recherche d'éléments prouvés et d'analyses d'experts; que les plates-formes en ligne devraient être utilisées de manière plus active; et qu'il est besoin d'un ensemble cohérent d'objectifs.

S'agissant du fond, le délégué a précisé que les domaines couverts par les ODD devraient avoir une portée qui permet de s'assurer de leur application universelle, et qu'un accord sur les objectifs impliquera un engagement collectif à leur réalisation.

L'Ouganda a souligné l'importance: de l'éradication de la pauvreté, du prolongement et de la complémentation des OMD et de l'accompagnement des ODD de moyens de mise en œuvre. Le délégué a également demandé que le processus des ODD intègre les points de vue de toutes les parties prenantes, et a demandé au Comité intergouvernemental d'experts sur une stratégie de financement du développement durable de commencer ses travaux dans les meilleurs délais possibles.

La Malaisie a déclaré que les ODD devraient être guidés par les principes de Rio et les principes contenus dans la Déclaration du Millénaire, et être intégrés dans le programme post-2015 sans pour autant compromettre la réalisation des OMD. Des moyens de mise en œuvre devraient être également prévus pour chaque objectif; l'équilibre, l'universalité et la pertinence des objectifs doivent être de mise au niveau des pays; et une approche centrée sur les personnes doit être adoptée.

L'Égypte a mis en exergue la création d'opportunités pour un meilleur avenir, y compris des services de santé de qualité et des emplois décents; le traitement des causes profondes de la crise économique mondiale et de l'impact croissant de la corruption; le rattachement des ODD à des moyens de mise en œuvre; et l'intégration d'indicateurs agréés.

Le commerce et l'industrie, les collectivités locales et les communautés scientifiques et technologiques ont mis en relief: le traitement des problèmes locaux; l'appui sur la bonne gouvernance; l'intégration de meilleures connaissances disponibles concernant les considérations économiques, sociales et environnementales et leur interaction; l'examen des limites de la capacité de la planète; la prise en considération du savoir-faire technologique; et le reflet de la situation économique.

La Suisse a souligné la nécessité de prévoir des mesures visant à éradiquer la pauvreté, de prendre en ligne de compte l'héritage et l'expérience vécue avec les OMD, et de travailler pour la paix, la sécurité et la résilience. Le délégué a également appelé à un cadre solide pour la mise en œuvre des ODD, tel que l'utilisation du FPHN comme mécanisme d'examen et l'ECOSOC comme mécanisme de coordination.

Le Nigeria a déclaré que les ODD devraient s'appuyer sur les OMD et mettre l'accent, entre autres, sur la création d'emplois, l'égalité des sexes, l'éducation et la bonne gouvernance. Le délégué a mis en exergue l'appropriation nationale et l'égalité souveraine, et a affirmé que la paix et la sécurité sont indispensables à la réalisation du développement durable.

Le Sri Lanka a mentionné parmi ses principales priorités: le renforcement de l'emploi des jeunes; l'intégration des questions de l'autonomisation des femmes dans le programme de développement mondial; le traitement des pénuries d'eau et des effets du changement climatique; la considération des océans comme une base de ressources de plus en plus importante; et l'intégration du Cadre décennal de programmation des MCPD dans la mise en œuvre des ODD ». Soulignant le besoin crucial de financement, il a affirmé que « des formules astucieuses mais creuses ne résoudre pas notre problème ».

Le Botswana a déclaré que tous les objectifs possibles doivent être traités selon la même échelle de valeur, et que si le bilan de septembre 2013 venait à monter des OMD inachevés, alors le parachèvement des éléments en suspens devra être la première priorité.

La Fédération de Russie a fait part de son hésitation à propos du « soi-disant quatrième pilier » qui porte sur la paix et la sécurité. Le délégué a indiqué sa préférence pour un programme de développement post-2015 large et intégrant à la fois les OMD et les ODD, et a plaidé pour une palette d'options à partir de laquelle les pays pourront formuler leurs propres ensembles de cibles, d'indicateurs et de repères.

La Bolivie a déclaré que les ODD devraient être fondés sur des critères clés, y compris le droit au développement, un espace pour la souveraineté politique et des responsabilités communes mais différenciées. Précisant que « les êtres humains ne sont pas les clients », il a parlé de la nécessité de réformer les institutions financières internationales.

Le Lesotho a souligné la nécessité de s'appuyer sur les réussites et les lacunes de la réalisation des OMD, et a appelé à l'ouverture, à l'intégration et à la transparence dans le travail du GTO et à l'adoption d'une approche holistique pour ce qui est des ODD. La représentante a mentionné, entre autres domaines d'intervention, l'éradication de la pauvreté, la sécurité alimentaire, les ressources naturelles, l'accès à l'énergie et le transfert de technologie, et l'agriculture.

L'Arabie saoudite a souligné le caractère intergouvernemental du GTO, soulignant qu'il doit être ouvert, transparent et inclusif. Le délégué a également mis en exergue l'importance des partenariats pour l'augmentation des opportunités à travers le financement, la formation et la technologie.

L'Indonésie a déclaré que le GTO doit être guidé par des principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées, ainsi que par le paragraphe 246 de *L'avenir que nous voulons* concernant les ODD, présentés comme devant être cohérents et intégrés dans le programme de développement post-2015. La représentante a appelé à la participation active de toutes les parties prenantes et à l'adoption de méthodes de travail inclusives, transparentes et intergouvernementales.

L'Equateur a mis en garde contre le paradigme actuel de « croissance infinie », qui sape les limites de la nature. Le délégué a appelé à une nouvelle approche pour mesurer le développement, et à de nouveaux modes de production et de consommation. Il a également souligné la nécessité, pour le GTO, de s'assurer de l'intégration des groupes traditionnellement négligés, et a indiqué que la culture devrait être intégrée comme quatrième pilier du développement durable.

Les Femmes, les Peuples Autochtones et les Syndicats ont parlé de la transition nécessaire d'une situation opérant au coup par coup à une situation de protection sociale cohérente en s'assurant, par exemple, plutôt de la prévention que de la réparation de la violence sexuelle et sexiste. La représentante a affirmé que l'exclusion, la discrimination et la violence empêchent la pleine participation des trois groupes dans le processus du développement durable, et que ces problèmes doivent être traités aux fins de s'assurer que tout le monde puisse bénéficier de cet avantage.

Le Liechtenstein a déclaré que les ODD seront le principal moteur du programme de développement de l'après-2015, et a exprimé l'espoir de n'avoir qu'un seul ensemble d'objectifs. Le délégué a appelé à une forte dimension du règne du droit dans les ODD, à une approche fondée sur le droit au développement et à une forte dimension de l'égalité des sexes dans les ODD, à la fois en tant qu'objectif autonome ou comme cibles à atteindre, ainsi qu'à son intégration dans le processus général.

Le Népal a souligné, entre autres: que les OMD devraient être pleinement intégrés dans le cadre de ODD et que le travail inachevé devrait constituer la première priorité; que l'éradication de la pauvreté est une priorité, ainsi que le renforcement des capacités, la promotion de l'agriculture, de la foresterie, de l'agriculture et de la lutte contre les effets du changement climatique; et que des moyens importants de mise en œuvre sont nécessaires, ainsi qu'un plan de mise en place du cadre des ODD.

La Nouvelle-Zélande a demandé au GTO d'être ouvert et inclusif, et a proposé qu'un rapport sur l'état d'avancement des ODD soit soumis avant la réunion spéciale consacrée au suivi des efforts déployés pour atteindre les OMD et avant la première réunion du FPHN. La représentante a indiqué que les objectifs doivent: être formulés en termes simples, de manière « assez concise pour être tweetables »; être ambitieux et centrés sur un petit nombre de priorités qui pourraient s'étendre à l'avenir; et être assortis de cibles concrètes et mesurables. Elle a appelé à l'établissement du Comité intergouvernemental d'experts sur une stratégie de financement du développement durable, dans les meilleurs délais possibles.

La Tunisie a déclaré que les ODD doivent: ne pas détourner les efforts de réalisation des OMD; être axés sur des mesures concrètes; être accompagnés de moyens de mise en œuvre; et donner une importance particulière à des domaines, comme la pauvreté et la faim, la création d'emplois, la durabilité de l'environnement, l'éducation et la formation, la bonne gouvernance et le renforcement des institutions nationales.

La Libye a appelé: à des partenariats; à l'éradication de la pauvreté comme objectif clé; à des sources de financement prévisibles; et à l'intégration des OMD qui n'ont pas été réalisés, dans les ODD.

Le Chili a souligné la nécessité: de bâtir sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des OMD, tout en reconnaissant les lacunes; de prendre en considération l'adaptabilité et la souplesse des objectifs, sans qu'ils ne perdent de leur universalité; de fournir du financement; de mettre l'accent sur la responsabilité sociale; et d'avoir un processus transparent et participatif.

L'Afrique du Sud a appelé: à la considération, en priorité, des efforts mondiaux visant à éradiquer la pauvreté; à la lutte contre les inégalités dans tous les domaines et à la protection sociale; à ne pas détourner le financement destiné aux OMD; à la détermination d'un nombre limité de priorités essentielles assorties d'objectifs concrets; à s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté; et à l'alignement avec les priorités régionales.

Cuba a appelé le GTO à permettre à tous les Etats membres de prendre part à toutes les réunions du groupe. Le délégué a ajouté que les ODD ne doivent pas l'emporter sur les OMD et les domaines prioritaires, dont, notamment, l'équité, la lutte contre

la pauvreté, la santé, l'éducation, l'accès à l'eau et l'énergie, l'adaptation aux, et l'atténuation des, effets du changement climatique, devraient être pris en considération.

Le Bangladesh a déclaré que les gains sociaux et environnementaux ne sont pas durables sans développement économique, et que ce dernier pouvait faire une différence réelle sur le terrain. Sans l'orientation de tous les ODD vers l'éradication de la pauvreté « nous ne pourrions que continuer d'essayer de contenir les répercussions » des injustices de la pauvreté. A cette fin, les ODD ne doivent pas être considérés comme des « OMD nouveaux améliorés » et fondés uniquement sur eux, vu que les OMD ont surtout une visée sociale. Enfin, il a demandé au Secrétariat d'élaborer des moyens spécifiques pour l'encadrement des ODD par des paramètres.

Le Venezuela a parlé d'une crise qui menace l'humanité, et de la nécessité d'un modèle de développement fondé sur un mode de consommation et de production réellement durable, et d'une non-accumulation des capitaux à travers l'économie financière.

L'Ethiopie a déclaré que le consensus, comme affirmé dans la méthode de travail du GTO, adoptée jeudi, est un principe directeur du Groupe et la seule plate-forme de sa réussite. Le délégué a souligné le besoin de moyens de mise en œuvre pour surmonter les faiblesses du cadre des OMD.

Le Costa Rica a noté que le développement durable exige la protection et la valorisation du capital naturel, que les ODD devraient être fondés sur une perspective de droits humains, et que le défi immédiat consiste à traduire les larges aspirations en un ensemble clair d'objectifs vérifiables et universels. Concernant la convergence des processus, il a proposé une focalisation, dans un premier temps, sur les questions de fond des deux programmes, pour passer ensuite au traitement des éléments nécessaires à leur réalisation.

L'Union internationale pour la conservation de la Nature (UICN) a déclaré que le cadre des ODD devrait intégrer une approche de solutions fondées sur la nature, vu que la nature est essentielle à l'accès au développement économique et social. Le représentant a souligné que la durabilité de l'environnement ne doit pas être une considération confinée dans un objectif autonome unique, mais une considération présente dans tous les autres objectifs.

L'Union interparlementaire a déclaré que les parlements auront un rôle crucial dans la mise en œuvre des ODD, et a parlé d'une proposition, qu'elle entend avancer prochainement, sur la gouvernance démocratique au sein du processus des ODD.

Le représentant d'IDEA (Institut international pour la démocratie et l'aide au processus électoral) a déclaré que le débat sur les ODD pourrait aborder les questions du sentiment d'exclusion chez les jeunes, de la volatilité de l'économie et de la demande pour l'égalité, la dignité et la justice. Il a indiqué que la gouvernance démocratique doit être au cœur du programme de développement post-2015, à la fois en tant « que vecteur de facilitation central » et en tant qu'objectif.

DEBAT INTERACTIF SUR « LA CONCEPTUALISATION DES ODD »

Jeudi après-midi, un débat interactif sur « la conceptualisation des ODD » a été organisé. Le co-président Korosi a introduit la discussion, se référant aux déclarations faites par les pays,

plus tôt dans la matinée. Après avoir entendu les délégués et leur demande « d'objectifs productifs, fondés sur des éléments prouvés et axés sur la science », il a invité le GTO à utiliser l'expertise des différents processus en cours sur le programme post-2015. Il a souligné la nécessité d'un débat véritablement interactif entre les conférenciers et les délégués.

Amina Mohamed, conseillère spéciale du Secrétaire général sur la planification du développement pour l'après-2015, a lancé le débat en réitérant le plein engagement du Secrétaire général de l'ONU en faveur du travail du GTO, et a conseillé les Etats membres de s'inspirer du travail actuel des processus post-2015. Elle a insisté sur la nécessité, pour la communauté internationale, d'élaborer un descriptif solide du nouveau programme de développement, qui soit capable de galvaniser le soutien politique au niveau du pays. Elle a également insisté sur les questions de bonne gouvernance, des droits de l'homme, de la primauté du droit, et du lien entre le développement et la paix, qui a besoin qu'on y réfléchisse avec toute l'attention requise, en vue d'une nouvelle série d'objectifs internationaux. Soulignant que cette transition vers un nouveau programme de développement représente un changement de paradigme dans les relations Nord-Sud et un défi que tous les pays doivent relever, Mohammed a appelé les Etats à adopter les trois dimensions du développement durable pour répondre à ces conditions contemporaines.

Martin Khor, directeur exécutif du Centre Sud, a mis l'accent sur les besoins des pays en développement, relatifs au programme de développement de l'après-2015, et a proposé un design présentant séparément des ODD et des OMD améliorés. Soulignant que les pays en développement doivent être soutenus par la suppression des barrières qui entravent leur développement, il a appelé à des réformes dans les systèmes sociaux, financiers et commerciaux aux fins d'habiliter la réalisation de leurs objectifs au niveau du pays. Khor a également proposé plusieurs objectifs pour chaque dimension du développement durable dans le but de maintenir l'équilibre entre les défis sociaux, économiques et environnementaux, et a souligné l'importance de la mise en relief de l'interdépendance de ces dimensions dans chaque objectif. Au sujet de la question de convergence des ODD et des OMD améliorés, Khor a expliqué que ces deux processus ont, chacun, une histoire et des acteurs qui lui sont propres, et qu'ils peuvent s'avérer difficiles à mettre ensemble, pour le moment.

En réponse à la séparation des ODD et du renforcement des programmes relatifs aux OMD, Manish Bapna, vice-président exécutif et directeur général du *World Resources Institute*, a proposé qu'une approche proactive de fusion de ces programmes pourrait être de fait une meilleure voie. Affirmant que les ODD doivent s'appuyer sur les réussites et traiter les lacunes constatées dans la réalisation des OMD, il a expressément souligné le « tissu conjonctif » entre les trois dimensions du développement durable qui n'était pas reconnu dans le passé. Bapna a appelé les pays à créer des objectifs prévisionnels capables de répondre aux défis grandissant, dans le futur. Il a souligné, en particulier, la nécessité de s'attaquer au problème systémique de l'inégalité dans le monde, en disant: « ne demandez pas ce que la croissance peut faire contre l'inégalité, mais ce que la lutte contre les inégalités peut faire pour la croissance ». Il a également appelé à des objectifs de durabilité

explicites, axés sur les problèmes mondiaux posés à l'action collective, des objectifs qui exigeront de tous pays de se mettre ensemble, qui engageront un large éventail d'acteurs et qui inspireront l'imagination du public.

David Steven, directeur associé, Centre de coopération internationale, Université de New York, a demandé à l'auditoire de ne pas perdre de vue « l'occasion historique » que nous avons aujourd'hui, tout en reconnaissant les limites de ce cadre mondial. Il a souligné que les ODD ne devraient pas être créés lorsqu'il n'y a pas de consensus politique, mais que les objectifs devraient en fait être l'expression d'un consensus mondial pour la résolution d'un problème. Steven a invité les membres à commencer par un plan de mise en œuvre et, à partir de là, à travailler à rebours à la détermination des méthodes, du financement et des plans nécessaires aux changements à opérer avant la fixation de l'objectif. Il a également souligné la grande importance du placement des Jeunes au centre du nouveau programme de développement. Appelant à des objectifs répondant aux besoins de Jeunes, à court, moyen et long termes, il a demandé que la « prochaine génération d'objectifs soit pour la prochaine génération des Jeunes qui vont hériter de l'avenir ».

Après les exposés, les délégués ont eu l'occasion de faire part de leurs observations et de poser des questions.

L'Irlande a souligné l'importance de sortir des silos gouvernementaux et des Nations Unies à travers la prise en considération des problèmes réels posés sur le terrain.

Le Pakistan a demandé des éclaircissements sur le sens du changement de paradigme, et sur la façon dont les obstacles systémiques et la discrimination positive devraient être traités au sein du GTO.

La Bolivie a fait observer que les OMD sont différents des ODD, car ils nécessitent une action immédiate alors que les ODD se réfèrent à la nécessité d'investir dans le long terme et à la nécessité d'un changement institutionnel. Le délégué a souligné le besoin de poursuivre le travail sur le programme des OMD, l'importance d'avoir un ensemble d'indicateurs et d'objectifs différenciés pour les ODD et les OMD, et l'importance de prévoir les moyens de mise en œuvre lors de l'élaboration des ODD.

Le Bénin a souligné la nécessité d'une convergence et d'un équilibre aux fins de s'assurer que les ODD ne viendraient pas pour « annuler » les efforts déployés dans le domaine du développement économique et social, vu que les OMD ne seront pas tous atteints en 2015.

Le Venezuela a parlé de l'impact des crises mondiales sur les pauvres, de modèle de développement actuel et des liens entre la durabilité de l'être humain et de l'environnement.

La Colombie a demandé aux conférenciers comment créer un programme qui soit à la fois souple, dynamique et utile à des conditions futures inconnues.

Le Belize a demandé comment construire un cadre souple pour des objectifs de développement durable qui répondent aux changements qui surviendront à moyen et long termes, et qui prennent en compte les diverses significations de la « durabilité ».

Le délégué des Etats-Unis a soulevé une question sur la dichotomie entre le développement durable et la croissance, demandant aux conférenciers des recommandations sur la façon dont les politiques nationales pourraient créer des incitations appropriées aux deux, dans le secteur privé.

Le délégué des Pays-Bas s'est demandé s'il n'était pas « grand temps » pour les axes de travail sur l'éradication de la pauvreté et le développement durable, de se réunir, et a souhaité en apprendre davantage sur les questions d'équité intergénérationnelle et du rapport entre l'égalité des sexes et la durabilité.

La République de Corée a posé des questions sur la possibilité de tenir compte des diverses réalités nationales et différents niveaux de développement.

Des représentants des grands groupes sociaux, dans deux interventions, ont posé des questions sur la limite des ressources naturelles et les limites de la planète, sur les mécanismes de responsabilisation des entreprises, sur la nécessité de lutter contre le travail non rémunéré des femmes, et sur l'intégration de la société civile dans les délibérations continues du GTO.

Répondant aux questions des délégués, Steven a déclaré que les objectifs concernent la mobilisation de la société; le fait que l'éradication de la pauvreté doit être abordée de toute urgence et qu'elle ne doit pas se perdre dans le reste du programme; et que le défi à relever est la durabilité de l'environnement et l'apport de ressources financières suffisantes pour la réalisation du changement. Il a fait remarquer qu'en adoptant des objectifs « d'éradication complète », nous sommes obligés de cibler les groupes les plus marginalisés de la société. Il a suggéré que l'efficacité de l'aide que nous apportons aux pauvres s'améliorera à travers un meilleur usage des études évaluatives comme les évaluations intégrées, et à travers l'amélioration de notre compréhension de la durabilité.

Bapna a déclaré que le défi consiste à savoir comment obtenir l'intégration des trois dimensions du droit au développement durable et à avoir un ensemble d'objectifs clairs et mesurables. Il a souligné l'importance de la comptabilisation du capital naturel, et a appelé le GTO à réfléchir à la façon de gérer les risques et la résilience dans le programme de développement. Il a indiqué que des objectifs déterminant les priorités globales et des approches ascendantes permettant la participation de tous, pourraient être nécessaires, ainsi que des mécanismes adéquats de protection sociale pour le traitement des problèmes posés aux pauvres.

Khor a déclaré que l'une des faiblesses des OMD est le fait qu'ils ne comportent pas d'analyse des facteurs qui sont à l'origine de la pauvreté. Il a souligné l'importance de s'attaquer aux obstacles systémiques, notamment ceux d'ordre politique, économique et sociale, et a appelé à un financement supplémentaire pour les pauvres, qui permette d'atteindre les objectifs environnementaux en rapport, et a plaidé pour l'abolition de la discrimination à l'encontre des pauvres, y compris la progressivité des tarifs. Soulignant que les considérations sociales sont reflétées dans les OMD et que les considérations environnementales sont reflétées dans les accords environnementaux multilatéraux et autres instruments internationaux, il a appelé à mettre davantage l'accent sur le pilier économique, étant donné qu'il a été « laissé de côté ». Il a également appelé à un instrument de l'ONU, comme une déclaration des Nations Unies pour accompagner les ODD dans la captation de facteurs favorables. Il a reconnu la nécessité d'un programme de développement à la fois souple et dynamique.

Affirmant que l'élaboration des objectifs ne va pas être un exercice académique, Mohammed a insisté sur la nécessité de produire des résultats. Elle a reconnu l'importance d'un

programme mondial, mais a souligné la nécessité de prendre en compte les programmes de développement et les spécificités des pays. Elle a signalé que les ODD engloberont automatiquement la plupart des OMD, lorsqu'ils en viendront aux choses réelles, et que les OMD et les ODD ne suivent pas deux voies différentes mais sont deux courants distincts qui éclairent le programme de développement de l'après-2015. Elle a souligné la nécessité d'examiner les réussites, les lacunes et les défis des OMD, et de prendre en compte les partenariats comme plate-forme de financement.

Le co-président Korosi a conclu la table ronde en retraçant quelques-uns des principaux points soulevés dans le débat. Il a reconnu l'appréciation générale exprimée par les participants pour un tel débat interactif, et s'est engagé à créer l'occasion de davantage d'interactions de ce genre dans les réunions à venir.

SÉANCE DE CLÔTURE

Clôture de la réunion, le co-président Körösi a remercié les délégués pour l'énorme quantité d'informations fournies à travers leurs contributions et déclarations. Il a indiqué que les déclarations des délégués ont souligné, entre autres: la nécessité d'un programme de développement cohérent avec, au centre, un ensemble d'ODD; le besoin de s'assurer de l'appropriation et du fait « qu'aucun pays ne soit laissé pour compte »; et la nécessité de s'appuyer sur les OMD.

Il a ajouté que les deux jours de discussion ont affirmé la nécessité d'une action axée sur des objectifs traitant des trois dimensions du développement durable et le besoin d'ODD centrés sur l'être humain. Se référant à la diversité des problèmes que les ODD pourraient couvrir, Körösi a mis en exergue: l'éradication de la pauvreté et de la faim; le travail et l'emploi décent; les MCPD; l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; l'accès aux, et la bonne gestion des, éléments essentiels du bien-être humain, y compris, l'alimentation, l'eau, la santé, l'énergie; et les moyens de mise en œuvre.

Il a fait état d'un encouragement, de la part des délégués, de passer à la phase suivante d'interaction, précisant que chaque réunion permettrait d'approfondir la « compréhension commune ». Il a indiqué que les coprésidents publieront le résumé de la réunion à l'adresse: <http://sustainabledevelopment.un.org>, et a invité les représentants des Nations Unies et autres délégués à publier leurs déclarations sur le site. Il a informé les délégués que le plan de travail concernant la procédure à suivre dans les prochains mois est en cours d'élaboration et qu'il serait partagé avec eux bientôt. Il a annoncé les dates provisoires de la prochaine réunion du GTO, les 18 et 19 avril 2013.

Quelques pays ont demandé ensuite d'intervenir. Le Nicaragua a proposé que trois jours ou plus soient consacrés à la prochaine réunion du GTO, pour permettre aux délégués issus des capitales d'y prendre part. La Colombie a approuvé cette requête et a demandé de revoir la fréquence des réunions en vue d'améliorer la participation. Des pays tels que le Pakistan, la Bolivie, l'Égypte, le Bhoutan, le Venezuela et la Turquie ont également fait leurs propositions. Körösi a répondu que le Secrétariat devra étudier la disponibilité des salles et des services, la semaine prochaine, et procéder à des appels téléphoniques ou tenir, si besoin est, une brève consultation pour se mettre d'accord sur un plan de travail pour la prochaine réunion. La Turquie a attiré l'attention sur le fait que la dixième session du Forum des

Nations Unies sur les Forêts se tiendra à Istanbul, en Turquie, du 8 au 19 avril, ce qui risque d'empiéter sur les dates provisoires mentionnées pour la prochaine réunion du GTO. Kőrösi a souligné que ces remarques sont notées, et s'est dit prêt à commencer le travail de fond. Il a clôturé la réunion à 5:45 pm.

REUNIONS A VENIR

Réunion du Groupe d'experts sur les sciences et les objectifs de développement durable: Cette réunion examinera la manière dont la science pourrait mieux éclairer le processus des ODD, et sera, pour la communauté scientifique, l'occasion d'engager un dialogue avec les décideurs politiques prenant part aux délibérations intergouvernementales sur les ODD. Elle est organisée par le DAES des Nations Unies, en partenariat avec le Conseil international pour la science (CIUS) et le Conseil international des sciences sociales (CISS). **dates:** 20-21 mars 2013 **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** Division du développement durable **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/>

Avancement du programme de développement durable post-2015: Réaffirmation des droits, Reconnaissance des limites-Redéfinition des objectifs: Cet événement rassemblera les contributions de la société civile aux discussions sur le programme de développement durable post-2015, pour l'obtention d'une meilleure idée des vues de la société civile et plaider plus efficacement en faveur de leur mise en œuvre. L'événement est soutenu par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ) et par le DAES. Il est en cours de conception par un comité d'organisation composé, entre autres, des institutions suivantes: *CIVICUS*, *Beyond 2015*, *Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)*, *Global Call to Action against Poverty (GCAP)*, *Global Campaign for Climate Action (GCCA)*, *Social Watch*, *VENRO* and *the Baltic Sea Forum*. **dates:** 20-22 mars 2013 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Sarah Strack **courriel:** Sarah.Strack@berlin-civil-society-center.org **www:** <http://www.berlin-civil-society-center.org/shared-services/post-2015/>

Quatrième réunion du Groupe de haut niveau des Nations Unies sur le programme de développement durable de l'après 2015: La quatrième réunion du Groupe de haut niveau de l'ONU sur le programme de développement post-2015 (GHN), accueillie par le Gouvernement de l'Indonésie, mettra l'accent sur les « Partenariats mondiaux ». **dates:** 25-27 mars 2013 **lieu:** Bali, Indonésie **contact:** Secrétariat du GHN **www:** <http://www.post2015hlp.org/>

Réunion du Groupe d'experts sur le Forum politique de haut niveau: Cette réunion d'experts a pour but la fourniture de réflexions sur les différents aspects du FPHN et son rôle dans le cadre institutionnel plus large du développement durable, par divers experts du domaine de la gouvernance, en vue d'éclairer les décideurs, le système des Nations Unies et d'autres parties prenantes concernées. **dates:** 3-4 avril 2013 **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** Division du développement durable **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/>

Soixante-cinquième session de la Commission économique pour l'Europe (CEE-ONU): Cette réunion comprendra un segment de haut niveau sur « l'activation de la transition vers un avenir durable » et traitera, entre autres, du suivi de Rio+20 et du programme de développement post-2015 dans le cadre de la CEE. **dates:** 9-11 avril 2013 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** ECE Secretariat **téléphone:** +41-22-917-4444 **télécopie:** +41-22-917-0505 **courriel:** info.ece@unece.org **www:** http://www.unece.org/commission/2013/65th_index.html

Réunion régionale d'application de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP): Cette réunion est organisée pour éclairer l'élaboration des objectifs de développement durable et le suivi de Rio+20. **dates:** 22-24 avril 2013 **lieu:** Bangkok, Thaïlande **contact:** ESCAP Secretariat **courriel:** escap-esdd-oc@un.org **www:** <http://www.unescap.org/events/RIM2013>

Réunion régionale d'application de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (ECSWA): Cette réunion est organisée pour éclairer l'élaboration des objectifs de développement durable et le suivi de Rio+20. **dates:** à fixer **lieu:** à déterminer **contact:** ESCWA Secretariat **www:** <http://www.escwa.un.org/information/meetings.asp>

Deuxième session du Groupe de travail ouvert de l'AGNU sur les objectifs de développement durable: La deuxième session du Groupe de travail ouvert de l'AGNU sur les ODD est provisoirement prévue en avril 2013. **dates:** 18-19 avril 2013 (à confirmer) **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** Division du développement durable **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

GLOSSAIRE

10YFP	Cadre décennal de programmation des modes de consommation et de production durables
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
GHN	Groupe de haut niveau de personnalités éminentes sur le Programme de développement post-2015
FPHN	Forum politique de haut niveau
PMA	Les pays les moins avancés
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
GTO	Groupe de travail ouvert sur les objectifs du développement durable
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable
MPCD	Modes de production et de consommation durables
ODD	Objectifs de développement durable
PEID	Petits Etats insulaires en développement
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies